Je me demande bien pourquoi, il y a deux jours, le vice-premier ministre (M. MacEachen) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources se sont donné tant de mal pour créer l'impression que le gouvernement du Canada n'assumait aucune responsabilité financière. Peut-être le vice-premier ministre croyait-il honnêtement que le gouvernement du Canada était resté à l'écart de tout engagement financier. Mais d'après moi, il apparaît certain que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne l'a jamais démenti, ou bien il s'est montré très insouciant s'il l'a fait.

En résumé, je soulève la question de privilège parce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources m'a induit en erreur lundi. Et il a poursuivi dans la même veine hier, si je peux m'exprimer ainsi, en prétendant que je lui posais une question différente de celle que je lui avais déjà posée. Cependant, on a vu aujourd'hui qu'il ne pouvait plus dissimuler les choses et il a été obligé de répondre directement à ma question. Sa réponse d'aujourd'hui contredit celle d'il y a deux jours, et si Votre Honneur constate qu'il n'y a aucun vice de forme et que la question de privilège se pose bel et bien parce que la réponse donnée lundi contredit celle que j'ai reçue aujourd'hui, je proposerais, appuyé par le député de York-Simcoe (M. Stevens) la motion suivante:

Que la réponse donnée le 13 novembre par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources constitue une déformation des faits, compte tenu de sa réponse d'aujourd'hui, et que les réponses en question soient renvoyées au comité permanent des privilèges et élections pour déterminer si la réponse donnée par le ministre le 13 novembre porte atteinte à mes privilèges.

D'après moi, monsieur l'Orateur, non seulement il n'y a aucun vice de forme, mais même les faits ne sauraient être mis en cause.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Il saute aux yeux, monsieur l'Orateur, que les tactiques employées par l'opposition depuis trois jours révèlent qu'elle tente de se sortir d'une situation difficile où l'a plongée son propre chef. Ce dernier a amené son parti à s'opposer à Petro-Canada, à s'opposer à une société dont la création a été approuvée par le Parlement en vue d'assurer l'avenir énergétique des Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: Leur problème est de trouver un moyen de se sortir de cette position politiquement embarrassante. Pour cela, ils ont choisi la voie de l'obscurcissement juridique.

M. Baker (Grenville-Carleton): Tenez-vous en à la question de privilège!

M. Gillespie: Ils ont recours à des subtilités juridiques pour tenter de...

Privilège—M. Stanfield

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre ne désire certainement pas lancer un débat sur les mérites de Petro-Canada ou le rachat de la Pacific Petroleum. Je dois seulement décider si le député de Halifax (M. Stanfield) et le député de York-Simcoe peuvent soulever la question de privilège et je ne suis pas sûr qu'il soit très régulier d'avoir à statuer sur deux cas en même temps.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, j'aimerais mentionner le préavis donné par le député de York-Simcoe pour soulever la question de privilège. Parmi les raisons qu'il a invoquées, il a cité la question posée par le député de Halifax (M. Stanfield). Toutefois, lorsqu'il a lui-même effectivement soulevé la question de privilège, il s'est écarté de son objectif initial pour se concentrer davantage sur la loi sur la Société Petro-Canada, et plus particulièrement sur l'article 23. En fin de compte, les deux députés s'inquiétaient des garanties données.

J'aimerais relire la question posée par le député de Halifax, comme en fait foi la page 1050 du Hansard du 13 novembre. Il a demandé:

Le ministre veut-il bien dire relativement à l'acquisition de Petro-Canada et aux transactions financières qui ont eu lieu, que le gouvernement fédéral n'assume absolument aucune responsabilité financière?

Et voici les mots clés:

Veut-il dire par là que non seulement le gouvernement fédéral n'a pas fourni la moindre garantie expresse...

A mon avis, les mots «la moindre garantie expresse» sont extrêmement importants. Si le député n'y attachait pas d'importance, je ne comprends pas pourquoi il les a employés.

M. Woolliams: Lisez le tout.

M. Gillespie: Comme en témoigne le compte rendu, c'était une longue question, pleine de circonvolutions. Le député l'a lue en entier. C'est le genre de question, pleine de circonvolutions qui caractérise parfois le député de Halifax.

Une voix: C'est une honte!

M. Gillespie: Lorsqu'un ministre répond à une aussi longue question, il est parfaitement normal, je crois, qu'il en extirpe ce qui lui semble important. Le député a bien parlé des garanties expresses offertes par la loi sur la Société Petro-Canada. J'en ai parlé dans mon discours. La loi sur la Société Petro-Canada contient un article qui fournit une garantie expresse, il s'agit de l'article 21(1) et (2). J'estime important de mentionner de nouveau les mots utilisés dans le cadre de ce débat car ils sont directement en rapport avec notre discussion. Sous la rubrique «Garantie», l'article 21(1) de la loi sur la Société Petro-Canada dit: